**Pillages, tributs, captifs : prédation et sociétés de
l'Antiquité tardive au haut Moyen Âge /**
*Tributzahlungen, Plünderungen, und Gefangennahmen :
die Aneignung von fremdem Eigentum von der
Spätantike zum frühen Mittelalter*

Journées d'étude, Francfort-sur-le-Main, 28-29 juin 2012

Rodolphe Keller

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/398>

DOI : 10.4000/ifha.398

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2012

Pagination : 68-77

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Rodolphe Keller, « Pillages, tributs, captifs : prédation et sociétés de l'Antiquité tardive au haut Moyen Âge / *Tributzahlungen, Plünderungen, und Gefangennahmen : die Aneignung von fremdem Eigentum von der Spätantike zum frühen Mittelalter* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 4 | 2012, mis en ligne le 14 février 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/398>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

©IFHA

Pillages, tributs, captifs : prédation et sociétés de l'Antiquité tardive au haut Moyen Âge / *Tributzahlungen, Plünderungen, und Gefangennahmen : die Aneignung von fremdem Eigentum von der Spätantike zum frühen Mittelalter*

Journées d'étude, Francfort-sur-le-Main, 28-29 juin 2012

Rodolphe Keller

NOTE DE L'ÉDITEUR

Rapport établi par Rodolphe Keller

Les 28 et 29 juin 2012, sur le Campus Westend de l'université Goethe (Francfort-sur-le-Main), a eu lieu une rencontre scientifique organisée par Rodolphe Keller (IFHA) et Laury Sarti (univ. de Hambourg), avec l'aide de l'équipe de l'IFHA et le soutien de l'Université franco-allemande (UFA/DFH). Ces journées d'études réunissaient des chercheurs venant de toute l'Europe pour discuter d'une thématique résolument novatrice, celle de la prédation, envisagée dans le cadre des sociétés de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge. Cette rencontre s'inscrivait dans une tradition de l'IFHA, qui donne depuis plusieurs années la possibilité d'organiser ce type de manifestations à ses doctorants boursiers. Ceux-ci ont ainsi l'occasion de faire l'expérience de l'organisation d'une rencontre scientifique et de parfaire leur formation de chercheur. Ces rencontres permettent également à l'IFHA de mettre en avant des thématiques qui

font l'objet de renouvellements importants, en réunissant des jeunes chercheurs et d'autres plus confirmés. Les treize participants avaient ainsi des statuts très différents (doctorants, post-doctorants, maîtres de conférences et professeurs) et par ailleurs, provenaient d'horizons variés. En effet, si la plupart d'entre eux étaient français et allemands, s'y trouvaient également un Anglais, un Canadien, une Grecque, une Luxembourgeoise et un Suisse, ce qui ne pouvait que contribuer à enrichir les débats par la confrontation de plusieurs traditions historiographiques.

Chacun des présents a apporté un éclairage particulier, lié à ses propres travaux, sur la thématique de la prédation. Afin de donner une cohérence aux débats, il convenait toutefois dans un premier temps de faire le point sur ce concept. En effet, les historiens ne s'y sont jusqu'à ce jour que peu intéressés. L'introduction de R. Keller visait ainsi à poser des bases historiographiques et conceptuelles. Il souligna que pendant longtemps, la prédation en tant que telle n'apparaissait pas comme un objet de recherche légitime. Aux yeux des historiens du XIX^e siècle, elle n'était rien de plus qu'une manifestation, parmi d'autres, de l'anarchie médiévale. Elle ne devait pas davantage intéresser ceux qui, à la suite du renouvellement historiographique opéré par Marc Bloch et Lucien Febvre, condamnaient l'« histoire-bataille ». Toutefois, cette thématique bénéficie actuellement d'un intérêt croissant, qui s'explique par les récentes évolutions de la recherche historique, qui tend depuis une vingtaine d'années à renouveler en profondeur l'étude du politique, en s'intéressant aux facteurs culturels, aux pratiques rituelles, aux stratégies des acteurs, etc. Ce renouvellement doit également beaucoup à l'influence exercée par la perspective anthropologique, qui favorise une approche culturaliste et conduit à envisager la dimension structurelle de la prédation dans le fonctionnement social. C'est d'ailleurs de l'anthropologie que vient le concept lui-même, discipline dans laquelle il suscite, depuis déjà plusieurs décennies, des réflexions et des débats. Son emploi se justifie par le fait qu'il permet – mieux que la notion plus restreinte de « pillage » – de concevoir comme un champ cohérent les différentes formes de l'appropriation forcée de ressources entre groupes humains.

Plusieurs pratiques étaient ainsi susceptibles d'être traitées dans le cadre de la rencontre, non seulement le pillage, mais également la prise de captifs ou les prélèvements tributaires, considérant qu'elles méritaient d'être étudiées conjointement, car elles relevaient d'un même mécanisme de l'appropriation par la force. L'enjeu central était avant tout de s'intéresser au rôle que ces pratiques jouaient dans les sociétés prédatrices, en les examinant sous tous les aspects, aussi bien sociopolitique, qu'économique et culturel. En particulier, il importait d'étudier la circulation des biens qui résultait de la mise en œuvre de la prédation, car elle entraînait largement en jeu dans la structuration des rapports sociaux, comme l'avait déjà souligné Georges Duby, lorsqu'il évoquait l'existence d'une « économie du pillage, du don et de la largesse ». Il y avait ainsi lieu de s'interroger sur les formes de distribution et de partage du butin et du tribut, ou sur l'insertion des captifs de guerre dans les structures domaniales et dans les circuits du commerce d'esclaves. Se posait en particulier la question de la place du pillage dans le fonctionnement des suites armées, qui apparaissent souvent comme des groupes orientés en priorité vers l'acquisition de richesses issues d'entreprises guerrières. Cette constatation était susceptible de s'inscrire dans un questionnement plus général sur l'importance de la prédation dans le fonctionnement des pouvoirs, pour lesquels la guerre constituait une importante source de profits. Des questions d'ordre culturel étaient également mises en avant, ayant trait aux systèmes de valeurs des sociétés prédatrices. Comment ces sociétés

pensaient-elles et légitimaient-elles la prédation ? Comment interpréter les rituels qui lui étaient associés ? Quel rôle jouait-elle dans la représentation du pouvoir ? Toutes ces questions furent proposées comme autant de pistes à explorer. Loin de se contenter d'une approche technique de la prédation ou de la traiter comme un aspect d'histoire militaire, cette rencontre visait ainsi à en proposer une approche qui l'inscrivît au croisement de l'histoire sociale, politique, économique et culturelle.

Après cette introduction, Dimitri Karadimas (CNRS/Laboratoire d'anthropologie sociale) consacra sa présentation à la notion de prédation en anthropologie (« Au nom du sacré ou comment justifier la prédation : quelques réflexions anthropologiques à partir de l'Amazonie »). Les spécialistes des sociétés d'Amérique latine se sont le plus penchés sur cette notion, en raison du caractère fortement belliqueux des sociétés amérindiennes. Certains anthropologues, comme Eduardo Viveiro de Castro, ont vu dans la prédation une modalité fondamentale de la relation à l'Autre dans cet espace. Elle a dominé les rapports entre groupes humains, mais également les relations entre les hommes et leur environnement naturel, les animaux et les plantes. La prédation s'est révélée ici comme un facteur déterminant de la cohésion des groupes : elle a permis d'accéder aux ressources nécessaires à la reproduction sociale, elle a réuni les communautés dans leur antagonisme à d'autres, elle a structuré les identités. Toutefois, elle s'est inscrite nécessairement dans une réciprocité du rapport violent, c'est-à-dire dans une logique de vengeance. Le rapport guerrier et la prédation ont donc dû être légitimés – non pas à l'attention de l'Autre, mais à l'encontre du soi – par des moyens variés, souvent par l'intermédiaire de rituels. Après ce tour d'horizon des usages de la prédation en anthropologie, D. Karadimas proposa une comparaison avec les sociétés médiévales et avec la place qu'y trouvait le rituel, comme élément de construction et de légitimation du rapport social. S'appuyant sur le travail critique de Philippe Buc sur les rituels, il souligna toutefois une différence importante entre les sociétés amérindiennes et médiévales : dans ces dernières, en effet, l'écrit entraine largement en jeu dans l'interprétation du rituel et les processus de légitimation y prenaient donc des formes différentes.

Benoît Rossignol (univ. Paris I-Panthéon-Sorbonne) s'intéressait ensuite à la prédation dans les relations entre le monde romain et les peuples situés à ses marges, comme les groupes germaniques au-delà du *limes* (« *Limitem restitueret, praedam militibus daret* » : l'empire romain en difficultés face aux défis de la prédation, des derniers Antonins à la Tétrarchie ». La prédation a constitué de manière générale un aspect important dans les relations des Romains avec les autres peuples, particulièrement lors de leur expansion. Toutefois, à partir du III^e siècle, l'empire est confronté à des pressions qui l'ont placé sur la défensive, et la situation fut compliquée par les conflits entre les différents *imperatores*, ce qui se traduisit par une multiplication des pratiques de la prédation. B. Rossignol proposa ainsi d'interpréter les crises du III^e siècle à la lumière d'un retour de l'économie de la prédation, qui a eu de nombreuses implications, par exemple en matière commerciale. Le produit de la prédation – par exemple les captifs asservis – ont irrigué des circuits commerciaux qui ont touché l'ensemble du bassin méditerranéen. Cette évolution du III^e siècle a constitué surtout un facteur de changement de la société romaine. Cela était vrai d'un point de vue institutionnel (redéploiement de l'appareil militaire), mais s'observa également dans les transformations des sociétés civiles menacées, qui développèrent de nouvelles modalités de défense et mirent en œuvre des stratégies d'adaptation qui les amenèrent parfois à un relatif isolement.

Cette réflexion sur la romanité trouvait un prolongement intéressant avec la contribution de Marilia Lykaki (EPHE/univ. d'Athènes) sur « L'économie de pillage et les prisonniers de guerre : Byzance, VIIe-Xe siècle ». À partir de quelques exemples, elle nous a permis d'entrevoir à quel point la société byzantine comportait également une dimension prédatrice, qui s'est traduit, entre autre, par une réglementation très précise concernant le partage du butin. Se concentrant sur la thématique des captifs de guerre, elle a illustré le rôle important que ceux-ci ont joué dans de nombreux aspects de la société byzantine, lorsqu'ils ne furent pas tués dans une optique stratégique. Ils furent parfois vendus comme esclaves, parfois employés dans l'administration ou dans les grands domaines agricoles, selon leurs capacités. Leur emploi par les pouvoirs byzantins dépendait largement de leur origine. Les captifs arabo-musulmans étaient généralement préservés afin de servir dans les échanges de prisonniers avec les califats omeyyade et abasside. Ils jouèrent ainsi un rôle important dans les relations diplomatiques de l'Empire.

Avec la contribution de Guido Berndt (FAU Erlangen-Nürnberg), le regard se déplaçait vers les peuples barbares dont les incursions, particulièrement à partir de la seconde moitié du IVe siècle, déstabilisèrent profondément l'Empire. Dans sa contribution sur les groupes armés ostrogoths (« *Raubwirtschaft als Grundlage der sozialen Organisation von Gewaltgemeinschaften : Das Beispiel gotischer Kriegergruppen* »), il proposait une analyse du rôle de la prédation dans ces communautés qu'il a qualifié de « *Gewaltgemeinschaften* » – notion qui décrivait des groupes pour lesquels la disposition à l'usage de la force armée constituait un facteur déterminant de l'organisation et de la reproduction sociale. Dans ses travaux sur les Ostrogoths, il a constaté que la prédation constituait un élément important de l'économie des groupes en mouvement. Toutefois, des évolutions eurent lieu lors de l'installation de cette *gens* en Italie pendant la seconde moitié du IVe siècle. Les groupes établis tendirent à abandonner les stratégies prédatrices et à élaborer de nouvelles modalités d'appropriation de richesses, rendues possibles par l'existence du royaume ostrogoth entre 493 et 535/540. Toutefois, vers le milieu du VIe siècle, lorsque l'espace italien connut un retour de l'instabilité, rapidement se formèrent de nouveaux groupes armés dont le comportement reprit les modèles des groupements guerriers en migration, ce qui témoignait de leur capacité d'adaptation à de nouvelles conditions.

Matthias Hardt (univ. de Leipzig/GWZO) parla ensuite des groupes de cavaliers nomades qui, arrivant d'Asie centrale, s'installèrent et se succédèrent en Pannonie à partir du IVe siècle, c'est-à-dire les Huns, les Avars et les Hongrois (« *Nomadengold und gentile Königsherrschaft – eine Wechselbeziehung im ersten nachchristlichen Jahrtausend* »). Ces processus migratoires – avec les confrontations armées qui les caractérisaient – se traduisirent par une intense circulation des richesses, aussi bien entre les groupes nomades eux-mêmes, qui se sont pillés parfois mutuellement, qu'entre ceux-ci et l'Occident romanisé puis chrétien. Ces transferts de biens ont joué un rôle important dans l'organisation des sociétés nomades, puisque le butin a fourni aux guerriers, particulièrement aux chefs, des objets de prestige et de représentation. La circulation s'est faite toutefois dans les deux sens. La prise du trésor des Avars par Charlemagne, mentionnée par des sources très nombreuses, apparut ainsi comme un facteur central de son prestige et lui apporta des moyens considérables à l'exercice du pouvoir.

L'intervention de David Jäger (univ. de Tübingen) conduisait à traiter le cas du royaume mérovingien (« *Die sozioökonomische Praktik des Plünderns in Gallien des 6. Jahrhunderts und der Wandel der Position merowingischer reges* »). Parmi les Francs de Clovis, le pillage et le

partage du butin étaient d'autant plus importants qu'ils constituaient un facteur de légitimité du pouvoir, comme l'illustra l'épisode du vase de Soissons. Ils fournissaient les moyens d'entretenir des suites armées et de s'assurer la fidélité des troupes. Au cours du VI^e siècle, on constata toutefois des évolutions. Pendant les règnes de Clovis et de ses fils, le pillage fut surtout effectué par les armées conduites par le roi. Les pratiques prédatrices se multiplièrent pendant la première moitié du VI^e siècle, aussi bien dans le cadre des conflits qui eurent lieu en Gaule, que dans les combats des Francs contre les autres *gentes*. Pendant la seconde moitié du VI^e siècle, ces pratiques tendirent à échapper au contrôle royal. Les grands s'y adonnaient avec leurs propres suites armées, ce que facilitait l'instabilité résultant des conflits entre les rois mérovingiens. Les pillages de *civitates* par les grands étaient alors nombreux et, d'ailleurs, les *civitates* se pillaient parfois elles-mêmes mutuellement. Cette intensification de la prédation par des acteurs autonomes renforça la fracture entre la royauté et les grands. D. Jäger a pensé qu'il fallait voir là un facteur important de l'affaiblissement progressif de la royauté mérovingienne.

L'intervention de D. Jäger soulevait le problème de la mise en œuvre de la prédation au sein même d'une communauté politique, et amenait à s'interroger sur les normes produites à cet égard. Ce fut précisément à cette thématique que s'est intéressée Miriam Czock (univ. de Duisburg-Essen), en proposant une réflexion sur les catégories et normes de la prédation dans les *leges* du haut Moyen Âge (« *Plünderung, Raub, Diebstahl und die legale Aneignung von Fremdeigentum in den leges* »). Elle a souligné que la pratique violente intra-sociétale, en particulier celle qui intervenait dans le cadre de la faide, faisait depuis plusieurs années l'objet de travaux. Toutefois, les chercheurs se sont peu intéressés aux pratiques de la prédation et à la place qu'elles trouvaient dans les textes normatifs. Ceux-ci définissaient pourtant un cadre, et par là révélaient de nombreux enjeux ayant trait à l'usage de la violence, en posant des limites à l'exercice du pillage, en traitant de la propriété des captifs, ou en définissant des normes et amendes variées pour les différentes formes de vol, dont il n'était pas aisé de préciser dans quelle mesure elles se distinguaient – dans la norme et dans la pratique – du pillage. En articulant les dispositions normatives des *leges* avec les modalités concrètes de la faide, M. Czock illustra les enjeux sociopolitiques complexes qui se révélèrent dans l'effort des pouvoirs législateurs pour définir un espace légal aux pratiques.

Sylvie Joye (univ. de Reims) a ensuite approfondi une forme particulière de prédation, le rapt des femmes (« La capture et le rapt des femmes au regard des circuits de l'échange économique et matrimonial »). En soi, la capture de femmes n'était qu'un aspect particulier de la *depraedatio* et les sources ont parfois évoqué les femmes comme faisant partie du butin. Ce fut le cas pour Radegonde, princesse thuringienne capturée et épousée par Clothaire I^{er}. Toutefois, les sources ont condamné la capture de femmes au sein du royaume franc. Le rapt était perçu et condamné comme une infraction à la norme et de ce point de vue, il constituait une rupture de l'ordre social. Pour en comprendre la pratique, il fallait l'envisager comme un aspect particulier du rapport entre les groupes. Il intervenait souvent dans le contexte de relations déjà établies entre deux parties. Ainsi, il était parfois effectué par un parti qui s'estimait lésé par une rupture de promesse de mariage. Toutefois, le rapt a pu être suivi de négociations visant à établir un accord sur l'union et rétablir la paix. La récurrence du rapt s'expliquait avant tout par le fait qu'il constituait un moyen d'ascension sociale. Il était donc d'autant plus susceptible de se produire lorsque les conditions limitaient les possibilités de reconfiguration de la hiérarchie sociale. On l'observa au IX^e siècle,

lorsque les filles de roi elles-mêmes sont devenues l'objet de rapt, comme l'illustra le cas de la fille de Charles le Chauve, capturée par le comte Bauduin de Flandre. À cette période, les textes tendaient de plus en plus à condamner le rapt. Au lieu d'y voir, comme autrefois, une recrudescence de la pratique, il fallait probablement trouver là un témoignage de l'évolution du regard porté sur celle-ci par la société carolingienne.

Avec la contribution de Guy Halsall (univ. d'York), nous abordâmes un autre aspect de la prédation, celui qui avait trait au prestige qu'en tiraient les acteurs (« *Predatory Warfare : The Moral and Physical* »). G. Halsall a tenu tout d'abord à nuancer l'importance économique accordée au pillage. Il a souligné que, s'il est vrai que nous ne disposions de presque aucune information sur les quantités pillées, il convenait de considérer l'étendue des richesses que les acteurs de la guerre prédatrice étaient susceptibles d'accumuler par leurs opérations de pillage. Il a estimé que les populations non combattantes, les *inermes*, n'avaient que peu de ressources intéressantes pour les agresseurs et le bénéfice devait être relativement maigre. C'est davantage par les déprédations effectuées par les groupes armés entre eux que s'opéra un transfert de richesses, ce qui pouvait contribuer à expliquer la multiplication des affrontements lorsque les conditions s'y prêtaient. Dans tous les cas, l'enjeu semblait être symbolique plus qu'économique, car la guerre et le pillage permettait d'accumuler du prestige plus que des richesses. Le roi guerrier illustrait sa force et sa victoire et, en définitive, légitimait son pouvoir par la manifestaient du butin acquis. De la même manière, les guerriers et les grands manifestaient leur valeur auprès du roi et de leurs pairs. La prédation s'affirma ainsi avant tout comme un aspect important de la compétition entre les grands.

Les deux dernières communications de la rencontre ont ramené l'auditoire aux marges de l'Occident chrétien, mais dans un contexte plus tardif, celui des IX^e et X^e siècles. Sébastien Rossignol (univ. de Dalhousie, Canada) proposait une étude sur « Francs et *Deleminzi*. Guerre, tribut et intégration (IX^e – X^e siècles) », dans laquelle il articulait la pratique de la guerre prédatrice, l'établissement d'une domination tributaire, et la difficile question des processus ethniques dans l'espace slave, à l'est du monde franc. Il s'appuya sur le cas des *Dalaminzi*, peuple très mal connu qui n'apparaissait qu'épisodiquement dans les sources du haut Moyen Âge et qui, comme les autres groupes slaves de la région, connaissait des relations conflictuelles avec les Francs. Ceux-ci s'efforcèrent de leur imposer un régime tributaire, qui fut périodiquement remis en cause et dut être restauré par des expéditions militaires. Au X^e siècle, les Ottoniens poursuivirent une politique similaire. S. Rossignol suggéra que ces rapports conflictuels purent jouer un rôle important dans le renforcement et la cohésion de cette entité ethnique, qui ne nous apparaissait finalement comme un groupe homogène que lorsqu'elle était opposée aux Francs, puis aux Ottoniens.

La communication de Lucie Malbos (univ. Paris I-Panthéon- Sorbonne) orientait le regard sur les pratiques de la prédation parmi les sociétés scandinaves (« Quand les Vikings attaquaient... des Vikings. Pratiques et logiques de prédation dans le monde scandinave (IX^e-XII^e siècle) ». L. Malbos rappelait tout d'abord la représentation que l'on a eu pendant longtemps des Vikings, celle de barbares sanguinaires responsables de la dévastation du monde chrétien. Elle souligna qu'il nous fallait prendre de la distance avec l'image qu'en avaient transmise les moines carolingiens. Elle proposait d'explorer l'univers mental à propos de la guerre et de la prédation dans ces sociétés, en croisant tout le matériel documentaire disponible, qui était très lacunaire. Cela

l'amenait à prendre en compte le matériel archéologique et épigraphique, ainsi que les textes postérieurs qu'étaient les sagas et les fragments de poésie scaldique. Dans ces sociétés profondément guerrières, la prédation n'était pas seulement une activité pratique et un enjeu d'enrichissement : elle était véritablement valorisée en tant qu'activité honorable et était au centre de l'*ethos* guerrier. La constitution d'un butin lors des expéditions vikings se présentait comme une source de prestige, qu'il importait de distinguer rigoureusement du vol qui, au contraire, était source de déshonneur. De ce point de vue, il est apparu que dans leur rapport à la guerre et à la prédation, les sociétés scandinaves partageaient de nombreux traits avec les sociétés de l'Occident chrétien, comme les Francs.

Pour conclure les débats, Laury Sarti (univ. de Hambourg) résuma les principaux enjeux que les intervenants avaient mis en avant. Par ailleurs, elle souligna la nécessité d'approfondir certains aspects. Parmi ceux-ci, il y avait sans doute lieu d'explorer plus avant l'usage qui était fait des biens de la prédation et en particulier, le destin que connaissaient les captifs de guerre. Un autre enjeu relève de la sémantique historique : il fallait approfondir nos connaissances sur le vocabulaire employé par les sources et sur les sens qu'il véhiculait. Cela pouvait permettre de mieux comprendre la perception de la pratique prédatrice. Le choix des termes, par exemple entre *depraedatio* ou *rapina*, n'était certainement pas indifférent. Dans ce cas, le second terme comportait une dimension juridique que le premier ne semblait pas avoir et son usage suggèrait une volonté de condamnation de la pratique. Précisément, les conditions de légitimité de la prédation étaient susceptibles d'être explorées plus avant, par exemple en analysant les textes exégétiques carolingiens. Ces remarques finales étaient également l'occasion de mener un débat qui permettait aux intervenants de revenir sur les différentes questions évoquées. La discussion a porté – entre autres – sur le lien qu'il pouvait y avoir entre les formes de pouvoir et la mise en œuvre de la prédation, ainsi que sur les systèmes de valeurs des sociétés prédatrices. Si l'on considérait que l'objectif d'une rencontre scientifique était de parvenir à construire une réflexion commune, on pouvait dire que les attentes furent parfaitement remplies. En dépit de la difficulté que posait le fait de réunir des historiens issus d'horizons historiographiques et linguistiques différents, les échanges furent nombreux, les résultats intéressants, et les nombreuses expressions de satisfaction des présents en furent sans doute le meilleur des témoignages.